

Attendu qu'une arrestation et un internement d'un étranger neutre, non-suivis soit d'un jugement portant condamnation, soit du paiement d'une indemnité constituent un acte contraire au droit international, donc un «acte commis» au sens du paragraphe 4 de l'Annexe aux articles 297 et 298 du Traité de Versailles;

Attendu qu'en conséquence le défendeur répond du dommage souffert par le requérant à la suite de son internement;

Attendu que l'indemnité réclamée par le requérant n'a pas été justifiée;

Attendu que le Tribunal, tenant compte de tous les faits et circonstances apparus au procès, estime que la somme de Frs. suisses: 1.000. représente une indemnité équitable;

Attendu en ce qui concerne l'application des accords de La Haye de 1930, que le Tribunal, d'après sa jurisprudence établie, n'entend pas résoudre les questions touchant l'exécution du jugement;

PAR CES MOTIFS

Vu le paragraphe 4 de l'Annexe aux articles 297 et 298 du Traité de Versailles;

Dit que, sous réserve de l'application des accords précités, il sera payé à M. Jean Constantin Palios par l'Etat allemand, la somme de Frs. suisses: 1.000. (mille francs suisses), valorisés en drachmes au taux de change du jour de paiement, avec les intérêts à 5% à compter du dépôt de la requête;

Met les frais du procès, fixés, à Frs. Fr. 180.— (cent-quatre-vingts Francs français) pour $\frac{1}{3}$ à la charge du requérant et pour $\frac{2}{3}$ à la charge du défendeur.

Requiert MM. les Agents des Gouvernements allemand et hellénique d'assurer la prompte exécution de la présente décision.

Paris, le 5 novembre 1930.

signé: C. D. Asser.

R. Hoene.

J. Youpis.

* * *

**c) Anastase K. Gagalis c. Etat Allemand — Affaire No. 649 —
5 novembre 1930**

**Gutshof im Kampfgebiet — Herrichtung der Felder zu
militärischen Zwecken — Acte commis.**

Die Besetzung eines in der Kampfzone liegenden Gutshofes eines neutralen Staatsangehörigen und die Benutzung der dazu gehörigen Felder zu militärischen Zwecken ohne Entschädigung stellt einen acte commis im Sinne des § 4 der Anlage zu Art. 298 des V. V. dar ¹⁾.

¹⁾ Im selben Sinne: Spyros Lykiardopoulos c. Etat Allemand — Affaire No. 32, 5 novembre 1930.

Le Tribunal Arbitral Mixte Gréco-Allemand, séant à Paris, 57 rue de Varenne, régulièrement composé de MM. Asser, président, Froelich et Youpis, arbitres, assisté de M. Furner, secrétaire;

Vu la requête déposée à la date du 7 décembre 1924 par Monsieur Anastase K. Gagalis, ressortissant hellène, demeurant à Athènes, 16 rue Avéroff,

ladite requête tendant à la condamnation de l'Etat Allemand, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'Annexe aux articles 297 et 298 du Traité de Versailles, au paiement de la somme de Lei-or 1.308.586,85, à titre d'indemnité pour la réquisition et perte totale de sa fortune agricole sur la propriété Sourdilla Gaissanca occupée par les troupes allemandes d'occupation en Roumanie et pour dégâts causés à sa maison et magasin à Braïla;

Vu la réponse du Gouvernement Allemand, excipant de la tardiveté de la requête, exposant qu'il est hors d'état de se prononcer sur les faits allégués dans la requête qui est complètement dépourvue de pièces justificatives et manque de précision;

demandant au Tribunal de déclarer la requête irrecevable comme tardive;

subsidairement de débouter le requérant de sa demande faute de preuve avec les dépens à sa charge;

Vu la réplique du demandeur produisant des rapports d'expertise ordonnée par le Tribunal de Braïla, rapport dans lequel les dommages subis par le requérant à la suite de l'occupation allemande de la ferme par lui exploitée et de ses immeubles à Braïla ont été évalués à Lei 1.260.313,20 valeur 1918;

demandant au Tribunal de déclarer la requête recevable et de condamner l'Etat Allemand au paiement de la somme de Lei or 1.308.586,70 avec les intérêts à 5% à compter du mois de décembre 1916 et suite des dépens;

Vu la duplique du défendeur;

exposant qu'il résulte des productions du requérant que la ferme en question était située dans la zone des combats et que des tranchées étaient tracées à travers les champs;

que, par conséquent, il était impossible d'exploiter la ferme;

contestant la demande libellée en lei-or et exposant que le rapport d'expertise en fixant le montant des dommages a tenu compte de la dépréciation du lei en imposant aux chiffres évalués certains coefficients;

persistant dans ses conclusions antérieures;

Vu la sentence du 19 février 1921 rendue par la Cour d'Appel de Galatz jugeant en appel la décision de la Commission des dommages de guerre roumaine de Braïla relative aux dommages subis par le demandeur, sentence par laquelle lesdits dommages ont été définitivement fixés à lei 726.800 avec lei 548.000 pour réfection;

Vu le mémoire du Gouvernement Allemand,

exposant que de graves combats ont eu lieu dans la contrée de

Sourdilla Gaissanca entre les Russes et les Bulgares et qu'à l'arrivée des troupes allemandes la ferme litigieuse était déjà détruite;

qu'aussi les paysans des environs ont pillé et ruiné la propriété;

qu'il en résulte que la plus grande partie des dommages a été causée au cours des combats entre les troupes russes et bulgares ou par le pillage de la population roumaine;

maintenant ses conclusions antérieures;

Où à l'audience du 27 mars 1929, M^e Fiteli en sa plaidoirie pour la partie requérante, M. Marx, Agent du Gouvernement Allemand et M. Spithakis, Agent Général du Gouvernement Hellénique en leurs observations et conclusions;

EN DROIT

Sur l'exception de tardiveté.

Attendu que le retard dans le dépôt de la requête ne dépassant pas deux mois et une semaine, le Tribunal croit devoir user de la faculté accordée par l'article 5 du Règlement de Procédure, en admettant la requête bien que tardive;

Sur le fond.

Attendu qu'il apert des pièces produites par les deux parties, que le lieu où se trouve la ferme exploitée par le requérant, a été le théâtre de graves combats;

Attendu qu'il en résulte qu'une grande partie du prétendu dommage doit être attribué à des faits de guerre;

Attendu que, d'autre part, il n'a pas été contesté que la ferme du requérant a été occupée par les autorités allemandes, et qu'il est prouvé par les pièces produites par le requérant, notamment par le rapport de l'expert G. Stamati du 5 juin 1919, que les champs agricoles, faisant partie de la ferme, ont été inutilisables à cause des tranchées que les troupes occupantes y ont creusées;

Attendu que l'occupation de la ferme et des champs y appartenant, sans paiement d'une indemnité, constitue un «acte commis» au sens du paragraphe 4 de l'Annexe aux articles 297 et 298 du Traité de Versailles;

Attendu que l'indemnité réclamée n'a pas été justifiée;

Attendu que le Tribunal, tenant compte de tous les faits et circonstances apparus au procès, estime que la somme de frs. suisses 100.000 représente une indemnité équitable;

Attendu, en ce qui concerne l'application des accords de La Haye de 1930, que le Tribunal, d'après sa jurisprudence établie, n'entend pas résoudre les questions touchant l'exécution du jugement;

PAR CES MOTIFS

Vu le paragraphe 4 de l'Annexe aux articles 297 et 298 du Traité de Versailles et l'article 5 du Règlement de Procédure;

Admet la requête bien que tardive;

Dit que sous réserve de l'application des accords précités, il sera payé par l'Etat Allemand à Monsieur Anastase K. Gagalis la somme

de cent mille francs suisses (Frcs. suisses 100.000, valorisés en drachmes au taux de change du jour du paiement);

Déboute le requérant du surplus de sa demande;

Met les frais du procès, fixés à Frcs. fr. 780.—, pour $\frac{1}{3}$ à la charge du requérant et pour $\frac{2}{3}$ à la charge du défendeur;

Requiert MM. les Agents des Gouvernements allemand et hellénique d'assurer la prompte exécution de la présente décision.

Paris, le 5 novembre 1930.

Signé: C. D. Asser.

Walther Froelich.

J. Youpis.

Anmerkung zu a) bis c):

Diese Urteile des Deutsch-Griechischen Gemischten Schiedsgerichtshofs sind insgesamt rechtlich unhaltbar.

Die Urteile sind ergangen auf Grund § 4 der Anlage zu Sektion IV des Teils X VV. In diesem Paragraphen wird die Gerichtsbarkeit des Gemischten Schiedsgerichts eingesetzt für solche Fälle, in denen die Staatsangehörigen eines später kriegführenden Staates während der Zeit, in welcher dieser Staat noch neutral war, durch einen von Deutschland zu vertretenden »acte commis« zu Schaden gekommen ist. Das Gericht hat nun in den besprochenen Urteilen unter diesen Begriff folgende Fälle subsumiert: einmal Nichtbezahlung einer Entschädigung für erlittene Untersuchungshaft, die nicht von einem verurteilenden Erkenntnis gefolgt war und dann Schädigung eines Grundbesitzers dadurch, daß während einer Kampfhandlung — entschädigungslos — Schützengräben durch sein Grundstück gezogen wurden. Es handelt sich in allen Fällen um griechische Staatsangehörige, die ihren Wohnsitz in Rumänien hatten.

1. Die Urteile sind falsch *ratione personae*. Es ist in der Judikatur der Gemischten Schiedsgerichte unbestritten geblieben, daß Schadensfälle, die unter die Globalreparation des Teils VIII VV. fallen, mit den Rechtsbehelfen des Teils X VV. nicht verfolgt werden dürfen. Dies käme rechtlich darauf hinaus, daß Deutschland für einen und denselben Fall zweimal Reparationen leisten müßte, einmal im Wege der Globalreparation nach Teil VIII und dann im Wege der Individualreparation nach Teil X. Nun fallen unter die Globalreparation nach Teil VIII die Kriegsschäden, welche die »population civile« der alliierten Staatsgebiete erlitten hat. Nach dem *avis consultatif* no. 7, S. 14 des StJGHs. kann aber kein Zweifel sein, daß unter diesen Begriff alle Bewohner dieses Gebietes (nicht nur die eigenen Staatsangehörigen) und somit auch die neutralen Staatsangehörigen fallen. Der Schaden eines Griechen, der in Rumänien durch Kriegshandlungen zu Schaden gekommen ist, steckt also in der von Deutschland geforderten Globalreparation nach Teil VIII VV. Deutschland zum Ersatz dieses Schadens im Wege des § 4 Anl. IV Teil X VV. zu verurteilen, bedeutet eine Doppelbelastung Deutschlands und ist deswegen unmöglich (vgl. bezüglich

der näheren Nachweise den Aufsatz von Schmid und Schmitz in Band I, T. 1 dieser Zeitschrift S. 298 ff.).

2. Das Gericht hat den Begriff des »acte commis« völlig verkannt. In seinen Urteilen Antippa v. Reich und Karmatzukas v. Reich (Rec. VII, S. 23 ff. bzw. 17) hat das Gericht noch den Satz vertreten, daß grundsätzlich nur völkerrechtswidrige Handlungen als »acte commis« im Sinne des § 4 angesehen werden können. Es hat jedoch schon im Urteil Antippa v. Reich Ausnahmen zugegeben (z. B. bei Torpedierung von Schiffen). In den hier besprochenen Urteilen scheint es alle Reserven aufgegeben zu haben und unter § 4 alle Akte zu subsumieren, durch welche ein damals neutraler Staatsangehöriger irgendwie im Laufe der Kriegshandlungen zu Schaden gekommen ist. Hiergegen kann nicht scharf genug protestiert werden. Es kann gar kein Zweifel darüber bestehen, daß unter »actes commis« nur Handlungen zu verstehen sind, die nach dem gemeinen Völkerrecht oder nach dem partikulären Völkerrecht der Vorkriegszeit (nicht nach den Sondernormen des VV.) zum Schadensersatz verpflichtet. Dies hat der StJGH. in seinem Urteil Nr. 3 auf S. 8 zu der entsprechenden Bestimmung des Vertrags von Neuilly ausgeführt, und mit aller wünschenswerten Deutlichkeit hat dies der Schiedsspruch zwischen Deutschland und Portugal vom 31. Juli 1928¹⁾ getan. Demgegenüber fallen die diese Feststellung einschränkende früheren Urteile des deutsch-englischen Gemischten Schiedsgerichts (Chatterton v. Reich; Filmore v. Reich; Fuller v. Reich) nicht ins Gewicht, zumal feststeht, daß § 4 in enger Anlehnung an den Wortlaut des Art. 3 des 4. Haager Abkommens von 1907 redigiert worden ist. (Die ausführliche Beweisführung befindet sich in dem oben zitierten Aufsatz S. 276 ff.).

3. Es steht also fest, daß unter § 4 nur solche von dem Deutschen Reich zu vertretenden Akte fallen, die nach gemeinem Völkerrecht oder nach dem außerhalb des VVs. geltenden partikulären Völkerrecht zum Schadensersatz verpflichtet. Völkerrechtlich erlaubte Handlungen können nicht unter § 4 subsumiert werden.

a) Verhaftungen. Grundsatz ist, daß bei der kriegerischen Besetzung feindlichen Gebiets die Bewohner neutraler Staatsangehörigkeit eine privilegierte Rechtsstellung nicht beanspruchen können (Borchard, *Diplomatic Protection* S. 114); sie sind »Bevölkerung« im Sinne des 4. Abschnittes (Art. 42—56) der Haager Landkriegsordnung. Nun ist es unbestritten, daß sich das Besatzungsheer gegen Handlungen schützen kann, die seine Sicherheit gefährden. Es kann also einen neutralen Staatsangehörigen, welcher im Verdachte steht, Spionage zu treiben, Waffen zu verbergen usw., vor ein Kriegsgericht stellen oder aber auch in Schutzhaft polizeilichen Charakters nehmen (vgl. statt vieler Fauchille, *Traité de Droit International Public*, Bd. II, S. 237 ff.). Es ist dies ein Recht, das, ohne juristischen Widerspruch zu finden, alle Armeen der Welt für sich in Anspruch genommen haben (man denke an die Praxis der alliierten Besatzungstruppen im Rhein-

¹⁾ Vgl. Bd I, T. 2, S. 56 ff. dieser Zeitschrift.

land!). Die Verhaftung wegen Verdachts der Gefährdung der Sicherheit der Besatzungstruppen ist also grundsätzlich völkerrechtsgemäß und zwar auch dann, wenn es sich nicht um ein eigentlich militärisches Delikt, sondern um ein Delikt des gemeinen Strafrechts handelt (vgl. das Urteil des französischen Kassationshofes vom 24. VIII. 1865, abgedruckt bei Dalloz, Rec. per. 65, 1, 501); aus der Verhaftung als solcher kann also ein Anspruch gemäß § 4 nicht abgeleitet werden.

Es könnte in einer solchen Verhaftung ein völkerrechtliches Delikt nur dann gesehen werden, wenn über die Tatsache der Verhaftung hinaus Rechtswidrigkeiten vorgekommen wären. Nach welcher Rechtsordnung ist das zu beurteilen? Ausschließlich nach der Rechtsordnung, welche die Besatzungsarmee mit sich bringt (vgl. Fauchille a. a. O.). In den hier besprochenen Fällen muß also die Frage, ob die Kläger rechtswidrig behandelt worden sind, nach deutschem Rechte beantwortet werden. Ist dieses Recht völkerrechtsgemäß — denn, wenn es als solches nicht völkerrechtsgemäß ist, dann vermag auch seine richtige Anwendung nicht zu hindern, daß das Verhalten, welches es vorschreibt, ein völkerrechtliches Delikt ist — und rechtfertigt es das Verhalten, das die deutschen Behörden den Klägern gegenüber an den Tag gelegt haben, dann ist für § 4 kein Raum. Das deutsche Recht schreibt vor, daß für erlittene Untersuchungshaft dann Entschädigung gewährt werden kann, wenn der Verhaftete freigesprochen oder durch Beschluß außer Verfolgung gesetzt worden ist und wenn das Verfahren die Unschuld des Verhafteten ergeben oder dargetan hat, daß ein begründeter Verdacht gegen ihn nicht vorlag (vgl. Gesetz betr. die Entschädigung für unschuldig erlittene Untersuchungshaft vom 14. Juli 1904, RGBl. 1904, S. 321 ff.). Es handelt sich hier um eine Befugnis der Gerichte, deren Ausübung ausschließlich dem pflichtmäßigen richterlichen Ermessen überlassen ist. Es müßte also, wenn man aus dem Umstand, daß ein Verhafteter, der nicht verurteilt wurde, eine Entschädigung nicht erlangt hat, ein völkerrechtliches Delikt herleiten wollte, dargetan werden, einmal, daß er einen Antrag auf Gewährung von Entschädigung gestellt hat und dann, daß dieser Antrag wider Recht und Gesetz, im Wege der Rechtsbeugung also, negativ beschieden worden ist. Nur in einem solchen Falle nämlich stellt eine durch Richteranspruch hervorgerufene positive oder negative Beeinträchtigung von Vermögensrechten ein völkerrechtliches Delikt dar. Das deutsch-griechische Gemischte Schiedsgericht hat irgendwelche Feststellungen, die in diese Richtung gehen könnten, nicht getroffen und die Verpflichtung zum Schadensersatz schon darin gesehen, daß der Kläger eine Entschädigung nicht erhalten hat. So hätte es vorgehen können, wenn es festgestellt hätte, daß das einschlägige deutsche Recht als solches nicht völkerrechtsgemäß ist. Das hat es aber nicht getan und das konnte es auch, in Anbetracht des in den anderen Staaten der Völkerrechtsgemeinschaft geltenden Rechtszustands, nicht tun; denn die im deutschen Recht diesbezüglich gegebenen Rechtsgarantien erfüllen den völkerrechtlich gebotenen Zivilisationsstandard durchaus.

Das Gericht hat sich dabei offensichtlich von denselben Gedankengängen leiten lassen, die es dazu geführt haben, Entschädigungen auf Grund des § 4 der Anlage zu Sektion 4 T. X VV. auch im Falle von Requisitionen, für die eine Entschädigung nicht bezahlt worden ist, zuzusprechen. Abgesehen davon, daß solche Requisitionen mit den entschädigungslosen Verhaftungen rechtlich nicht identisch sind, und beide Begriffe zu viel Verschiedenartiges enthalten, um auch nur im Sinne wechselseitiger Analogie verwendet werden zu können, ist festzustellen, daß auch die entschädigungslose Requisition kein völkerrechtliches Delikt darstellt, es sei denn, daß reine Schädigungsabsicht, also Rechtsmißbrauch vorliege (vgl. Hyde, International Law, S. 260f.; Borchard, Diplomatic Protection S. 113). Auch dann, wenn man diesen von dem Gericht gewagten Analogieschluß für erlaubt halten sollte, kann also ein völkerrechtliches Delikt Deutschlands in den einschlägigen Fällen nicht gesehen werden, eine Verurteilung nach § 4 ist also nicht möglich.

b) Militärische Besetzung von Grundstücken. Das Gericht stellt fest, daß es einen »acte commis« im Sinne des § 4 darstelle, wenn im Laufe von Gefechtshandlungen ein Grundstück von deutschen Truppen besetzt und durch das Grundstück Schützengräben gezogen wurden, ohne daß nachträglich dem Grundeigentümer eine Entschädigung dafür gegeben wurde, daß die Äcker, durch welche die Gräben liefen, eine Zeitlang nicht mehr benutzbar waren. Diese Feststellung ist schlechthin ungeheuerlich. In dem Urteil *Gagalis v. Reich*, Gr. 649, scheint das Gericht in den beiden ersten Absätzen der meritorischen Rechtsausführungen der Ansicht zu sein, daß »faits de guerre«, also Handlungen, die unmittelbare Begleiterscheinungen der kriegerischen Handlungen sind, einen Anspruch nach § 4 nicht bedingen. Diese Ansicht ist völlig richtig. In den folgenden Absätzen subsumiert es aber die Unbrauchbarmachung von Grundstücken durch Schützengräben, die deutsche Truppen gegraben haben, unter denselben § 4! Wenn die Grundstücke also etwa durch deutsches Granatfeuer zerstört worden wären, hätte das Gericht § 4 — richtigerweise — nicht für anwendbar gehalten; da die Unbrauchbarmachung aber statt durch Granaten durch Pionierspaten geschehen ist, soll § 4 anwendbar sein, denn es sei rechtswidrig in einem solchen Falle keine Entschädigung zu gewähren. Wie kann man das Ziehen von Schützengräben auf einem Grundstück anders bewerten als andere Kampfmaßnahmen auch? Es fällt angesichts solchen Judizierens sehr schwer, an die Unbefangenheit des Schiedsrichters zu glauben.

Stellen wir die Rechtslage klar: Nur wenn die Zerstörung von Sachgütern durch Kampfhandlungen den Zerstörer zum unmittelbaren Schadensersatz verpflichtete, wäre die Nichtgewährung einer solchen Ersatzleistung als völkerrechtliches Delikt anzusehen und dann fiel sie unter § 4. Nun hat aber noch niemand eine Behauptung dieser Art — daß bei Zerstören von Sachgütern im Verlaufe kriegerischer Handlungen derjenige, welcher die Zerstörung notgedrungen

vorgenommen hat, dem Beschädigten zum Ersatz des erlittenen Schadens verpflichtet sei — aufgestellt. Die Regelung dieser Schäden bleibt nämlich einmal den internen Rechtsordnungen und dann den Stipulationen der Friedensverträge überlassen, die über die Entschädigung der Geschädigten Regeln aufstellen können. So hat denn auch der Versailler Vertrag in Teil VIII die Bestimmung getroffen, daß das Deutsche Reich für das in Kampfhandlungen zerstörte Gut der Bevölkerung der alliierten Staaten im Wege der Globalreparation Ersatz zu leisten habe (Ziff. 9 der Anlage I zu Teil VIII VV). Schon dies ist ein schlagender Grund dafür, daß § 4 auf Fälle dieser Art nicht anwendbar ist. Die Nichtleistung von Entschädigung an einen Grundbesitzer dafür, daß die Bewirtschaftung seines Grundstücks durch das Ziehen von Schützengräben eine Zeitlang unmöglich gemacht wurde, ist also unter gar keinen Umständen als völkerrechtliches Delikt anzusehen. Nur dann aber könnte § 4 auf den Fall angewandt werden.

Genau so muß aber in der Sache Lykiardopoulos ¹/ Reich geurteilt werden. Hier wurden aus einem Gehöft, das zum Bestandteil der Kampffront geworden war, die Bewohner usw. evakuiert. Eine Entschädigung hierfür wurde naturgemäß nicht bezahlt. Auch die Evakuierung gefährdeter Zivilbevölkerung ist nichts anderes als eine reine Kampfhandlung, ein reines »fait de guerre«. Anders wäre es gewesen, wenn das betreffende Gehöft geräumt worden wäre, um es von den deutschen Behörden zugunsten der Besatzungstruppen bewirtschaften zu lassen. In einem solchen Falle hätte man unter Umständen einen Eingriff in wohlerworbene Rechte sehen können, der nur dann nicht völkerrechtswidrig ist, wenn er unter Gewährung einer angemessenen Entschädigung erfolgt. Für die Evakuierung gefährdeter Zivilbevölkerung eine Ersatzpflicht zu Lasten des Evakuierenden zu statuieren, wäre grotesk; sie ist auch nirgends in der Haager Landkriegsordnung, welche doch die Fälle, in denen Ersatz zu leisten ist, erschöpfend regelt, vorgeschrieben. Wo liegt dann aber in dieser Sache das völkerrechtliche Delikt? Es scheint fast, als sei das Gericht der Meinung, die deutschen Truppen hätten richtiger gehandelt, die gefährdete Zivilbevölkerung den Fährnissen der Kampfhandlungen zu überlassen; wie könnte es sonst dazu kommen, das Deutsche Reich im Wege des § 4 dafür zu strafen, daß die deutschen Truppen die gefährdeten Bewohner der in der Kampfzone liegenden Grundstücke aus der Gefahrzone entfernt haben?

Schmid.